

Mme Angelita BETTINI, Présidente  
M. Rémi DEMONSANT, Secrétaire

Vous êtes invités à participer à l'Assemblée Générale de l'Association :

**SAMEDI 31 JANVIER à 14H30**  
**Foyer rural de Brens (situé en face de la Mairie)**

**Ordre du jour :**

- ♦ Rapport d'activité : Angelita BETTINI, Présidente
- ♦ Bilan financier : Jeanine AUDOYE, Trésorière
- ♦ Rapport moral, projet de brochure, réhabilitation du site du camp : Michel DE CHANTERAC, Secrétaire-Adjoint
- ♦ Projet et perspectives : Rémi DEMONSANT, Secrétaire
  - STATUTS : modification en vue d'obtenir la reconnaissance officielle d'Association à « vocation culturelle »
  - JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES : 13 MARS avec récital « JULIETTE », le 12 MARS
  - COLLOQUE HISTORIQUE à GAILLAC sur les camps de Brens et de Rieucros : 19-20 JUIN
- ♦ Projet d'HISTORIAL DÉPARTEMENTAL : BARBANCE Norbert (voir exposé ci-dessous)
- ♦ Renouvellement du Bureau

Nous comptons sur votre présence qui est indispensable à la vie démocratique de l'Association.

**POUR UNE MÉMOIRE HISTORIQUE VIVANTE.**

Grâce à votre soutien, à celui d'une centaine d'adhérents environ, l'Association a pu vivre et sortir le camp de Brens de l'oubli. Mais nous ne pouvons atteindre l'objectif ambitieux de préserver une mémoire du camp et de pérenniser son Histoire si nous ne convergeons pas avec les Mouvements de Résistance, avec d'autres Associations qui luttent pour le devoir de mémoire, des Associations de défense ou de promotion des droits des femmes attachées à souligner le rôle qu'elles ont joué dans la Résistance, des institutions universitaires ou culturelles. Et ceci, afin d'**aboutir à la création d'un « HISTORIAL DÉPARTEMENTAL » à la hauteur d'une très riche histoire du département durant la Seconde Guerre Mondiale. L'urgence s'impose de créer un véritable point d'appui pour une formation historique et citoyenne vivante au travers d'un important Centre de Ressources Historiques à vocation pédagogique.**

**L'Association a sorti le camp de femmes de Brens d'un grand oubli.**

L'« Amicale des Anciennes Internées de la Résistance des camps de Rieucros (Lozère), Brens (Tarn) » en liaison avec l'Association Nationale des Combattants de la Résistance (Maître André DELMAS, Pierre JALBY, Lucien VERGNE, Gilbert BOULOUIS) avait posé les premiers jalons à une époque moins réceptive au passé qu'aujourd'hui : stèle en lisière du camp (1969), statue du square Joffre (août 1979, sous la présidence de Saux, maire de Gaillac). En 1991, « l'Association pour Perpétuer le Souvenir des internées de Brens et de Rieucros. » fondée par Charles COUCHET et Christian BARDOU prenait le relais. En 1998, lors du Salon du Livre organisé par la Municipalité PISTRE, un nouvel élan était donné : la projection de « Camp de Femmes », l'animation des débats par Roland TREMPÉ et Monique LISE-COHEN et les témoignages bouleversants d'Angelita BETTINI créaient une extraordinaire émotion, le public s'identifiant totalement à la jeune fille de vingt ans qu'était Angelita enfermée dans ce camp situé, là, tout proche à deux pas de l'abbaye St Michel.

Impliquée dans l'une des toutes premières manifestations de la résistance lors de la venue de PÉTAIN à Toulouse, **notre Présidente a contribué, depuis cette journée mémorable à Gaillac, par ses témoignages extrêmement vivants devant tous les publics – en particulier scolaires – à effacer les dernières traces d'une propagande de Vichy qui avait collé au camp de Brens l'image d'un « camp de prostituées, de femmes de mauvaise vie ».** Les historiennes, Diana FABRE, Mechtild GILZMER et Rolande TREMPÉ – affûtées par leurs recherches sur ce camp méconnu – ont, par leur présence active aussi lors des Conférences-débats, joué un rôle important dans cette réhabilitation, ainsi que l'écrivain Michel DEL CASTILLO (interné à Rieucros, alors qu'il n'était qu'un jeune enfant), les lecteurs de « Rideau Rouge » avec leur accompagnement musical ou chanté (Florian, Pascal et Emmanuel DEMONSANT, Philippe FRANJAC). Une exposition a été réalisée par Michel et Jacqueline DE CHANTERAC, Norbert BARBANCE, aidés par des membres de l'Association de Sauvegarde du Patrimoine de Brensol (Annie SCARBEL), et des affiches produites grâce au talent de Jean-Claude EGIDIO. **Gigi BIGOT a apporté une note particulière – il faut bien le dire exceptionnelle – avec la création littéraire de « Peau d'Ame »** et une représentation en tandem parfaitement accordé avec Michèle BUIRETTE. Rémy DEMONSANT reste, par son activité inlassable, la clé de voûte de l'association qui n'a cessé d'affirmer sa vocation culturelle.

## 2004 : Créer un Collectif et un Conseil Scientifique

En 2004, nous espérons pouvoir franchir une nouvelle étape avec la mise en place d'un Collectif pour creuser le projet d'un « HISTORIAL des DEPORTATIONS, RESISTANCES et INTERNEMENTS » et la création d'un Conseil Scientifique (historiens, témoins de cette époque, ...). La dénomination provisoire a pour principal mérite de souligner notre détermination à rassembler – sans mémoire sélective – le maximum d'éléments d'une histoire du Tarn durant la Seconde Guerre Mondiale et ses lendemains immédiats (période de la « Reconstruction »), précédée d'un tableau des années de la Grande Dépression où « les idées étaient dressées comme des boucs » (Henri MICHAUX) avec des bouffées de haine délirantes (en témoignent des monographies de Léon BLUM ou du jeune candidat à la députation Pierre MENDES FRANCE, qui situent le climat d'extrême violence verbale de la campagne électorale de 1936, avec des appels au meurtre).

L'impératif moral est de traiter de TOUTES les DEPORTATIONS et TOUTES les RESISTANCES, en les présentant pour ce qu'elles ont été dans le contexte de l'époque, et de prendre en compte les souffrances et les actions de résistance des internées et des internés. **Opérer collectivement un TRAVAIL D'HISTOIRE exige un esprit d'ouverture de chacun, gage de réussite.**

### Déportations s'écrit au pluriel.

Il y eut plusieurs déportations concernant les Juifs, victimes de « la plus longue haine de l'Histoire ». **Les rafles de l'été 1942 eurent lieu avant même que la zone Sud ne soit occupée par les troupes allemandes.** Elles ne touchèrent pas seulement l'important centre d'assignation à résidence de Lacaune où une stèle porte inscription des 119 disparus dans la « Nuit et le Brouillard » : parmi eux, Szaja FIJALKOW, victime de la deuxième rafle de février 1943, père de l'actuel Président des Amitiés Judéo-Lacaunaises (aidé dans son action par les recherches de Sandra MARC et Valérie PIETRAVALLE-ERMOSILLA). Tout le département fut ratissé avec l'utilisation par la police française du premier fichier mécanographique créé en France. Le camp de concentration de Brens, où 10% des internées étaient juives, subit, après la rafle du 26 août 1942 à laquelle s'opposent en vain leurs camarades de captivité, trois autres déportations. Il fut comme celui de Saint-Sulpice où s'effectuait le regroupement de tous les juifs, hommes, femmes et enfants (226 déportés le 26 août 1942, 3 survivants) l'antichambre des camps de la mort. **Les populations, juive et tsigane, furent victimes d'un génocide lié à une hystérie raciste couplée à des obsessions eugénistes qui n'étaient pas spécifiquement allemandes.** Les affaires BOUSQUET, TOUVIER et PAPON ont tardivement réveillé la France dans la confrontation avec son passé – « Vichy, un passé qui ne passe pas » d'Henry ROUSSO et Eric CONAN date de 1994 – mais en reconnaissant « la responsabilité de la France » dans la Shoah lors du 53<sup>ème</sup> anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv (juillet 1995), le Président de la République, Jacques CHIRAC, a ouvert la voie à des condamnations juridiques du régime de Vichy par le Conseil d'Etat (« la préparation de la déportation et la disparition des Juifs étaient, en France, le résultat d'une action de l'autorité indépendamment de l'occupant nazi – le 12 avril 2002) ou par le tribunal administratif de Paris prenant pour référence le Droit International défini à Nuremberg (le « crime de bureau » impliquant la « chaîne » administrative et politique, dont PAPON constituait l'un des maillons, constitue une complicité de « crime contre l'humanité » - juillet 2002, suite à une plainte de la Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes). On oublie trop souvent qu'il existe dans notre histoire une importante tradition contre-révolutionnaire depuis J. DE MAISTRE et le vicomte rouergat DE BONALD : la France ne fait pas exception, elle n'a pas fait une allergie au fascisme.

Il avait fallu attendre la fin de la « folle » période de prospérité des Trente Glorieuses pour que l'historien américain Robert PAXTON –dont l'impeccable rigueur scientifique fait aujourd'hui autorité– lève une chape de plomb sur un régime qui tendait à vouloir effacer un siècle et demi de l'histoire de notre pays : l'ouvrage « La France de Vichy » publié en 1973 avait provoqué un véritable séisme dans le monde des historiens !

Vichy, frappant de manière impitoyable les opposants politiques, il y eut d'autres catégories de déportés. Dès 1939 des communistes et des responsables syndicaux furent emprisonnés au château de Montgey, puis au Camp de Rivel (Aude) et transférés ensuite dans des camps en Afrique du Nord où le déporté Elie AUGUSTIN ne put survivre à des conditions éprouvantes. Il faut rappeler d'ailleurs que nombre d'Espagnoles transférées depuis Rieucros à Brens avec leurs 26 enfants (14 février 1942) suite à la fermeture du camp lozérien, venaient du camp d'Argelès et avaient été punies de s'être opposées violemment à la séparation arbitraire d'avec leurs maris déportés en Algérie pour la seule raison d'être des « Rouges » qui avaient défendu la République espagnole. Pour certaines d'entre elles, des ennuis plus graves les attendaient avec les « livraisons », mois par mois, d'internées aux autorités espagnoles (Franco) italiennes (Mussolini) ou allemandes dont les Archives Départementales contiennent la sinistre comptabilité.

Député S.F.I.O. du Tarn, Augustin MALROUX qui fit partie des 80 parlementaires qui refusèrent les pleins pouvoirs à PETAIN, devait, lui aussi, payer de sa vie son opposition au régime : il est en mort en déportation à Bergen-Belsen (voir « Avec mon père, Augustin MALROUX », ouvrage écrit par sa fille, Anny). Enfin, on ne doit pas oublier cette forme particulière de déportation – économique – avec le S.T.O., mis en place le 16 février 1943, pour soutenir, au lendemain de Stalingrad, l'effort de guerre nazi : le régime lâché par des « maréchalistes » non antisémites comme François MITTERRAND et qui vient de créer la Milice est en voie de nazification sous l'impulsion de ses activistes d'extrême droite.

### Résistance... ou plutôt les Résistances.

Avec le mot Résistance, la lutte armée vient immédiatement à l'esprit. Mais nous devons insister sur la place à accorder à une Résistance civile avec les diverses formes d'action clandestine et tout particulièrement le sauvetage de vies en liaison avec des organisations juives comme la Sixième. Le spectacle des rafles de l'été 1942 touchant désormais des familles entières – et non plus comme en 1941 le seul chef de famille de nationalité étrangère – a provoqué un revirement de l'opinion à l'égard d'un pétainisme sécuritaire jusque-là populaire en zone Sud, mais accusé dès lors de faire le « sale boulot » des Allemands. Alors que le régime est l'un de ceux qui, en complicité avec l'Allemagne nazie, a le plus persécuté les Juifs allant même au-delà des exigences d'EICHMANN pour ce qui concerne les enfants de moins de 16 ans, 73% des Juifs dont 86% des enfants (selon les pourcentages établis par Serge KARSFELD) ont été sauvés. Les nouvelles rafles ont eu de moins en moins de « rendement », la population formant en quelque sorte, rempart avec des antisémites amenés eux-mêmes à surmonter leurs préjugés et à se taire, et une police de plus en plus noyauté par la Résistance au fur et à mesure qu'arrivent les nouvelles de l'Est. Aux heures les plus sombres, des Tarnaises et des Tarnais de tous les horizons sociaux ont protégé des Juifs à leurs risques et périls : au Château de Mézens, la famille DE SOLAGES, à Gaillac, les familles RIGAUD (secrétaire au commissariat de police) et MOREAU (entrepreneur)... et tant de gens souvent modestes dont certains ont été reconnus « Justes » par Israël (suite à l'action tenace d'Henri STEINER, rescapé d'Auschwitz, et organisateur, le premier samedi de septembre, des commémorations au camp de Saint-Sulpice). Des institutions catholiques (couvent d'Alban, Valence d'Albigeois, séminaire de Pralong, ...) ont caché des enfants ou apporté leur soutien à la Résistance, encouragées par une fronde exceptionnelle du haut-clergé de notre région : les fortes prises de position de condamnation des rafles (au nom des valeurs évangéliques) du cardinal SALIEGE (Toulouse) de Mgr THEAS (évêque de Montauban) ont été suivies, un mois plus tard, par l'archevêque d'Albi (Mgr MOUSSARON). Les communautés protestantes de la Montagne Tarnaise, comme celle de Vabre, ont joué un rôle important dans le sauvetage. Au camp de Brens, l'installation d'une baraque réservée aux activités culturelles et aux loisirs – le « Foyer » qui allait proposer aux femmes un large éventail d'activités – a été possible grâce à la Croix Rouge mais aussi grâce à l'entraide protestante (la C.I.M.A.D.E.) d'ailleurs très active auprès des internées (voir l'action du pasteur Suzanne LOISEAU-CHEVALLEY dans l'ouvrage « Camps de Femmes » de Mechtild GILZMER).

Unie dans la lutte contre l'Allemagne nazie et le régime de Vichy, la Résistance est à l'image d'un monde politique divisé – gaullistes, communistes, démocrates-chrétiens, socialistes, ... – ce qui se reflète dans les nombreux mouvements de Résistance, mêlant d'ailleurs des patriotes français ou de nationalité étrangère.

Mais le Sud-Ouest, anémié par la dénatalité (politique dite du « fils unique ») avait été depuis la saignée de la Grande Guerre une importante région d'immigration (village « polonais » dans le bassin minier de Carmaux, Italiens, Espagnols) et aussi d'accueil de réfugiés politiques (dès le début des années 1920, arrivées dans la Ville Rose de nombreux étudiants juifs d'Europe Centrale et Orientale, victimes d'un antisémitisme dans ces jeunes nations plus virulent encore que dans la République de Weimar ; à partir de 1933, Allemands antinazis ; puis Autrichiens avec l'Anschluss ; républicains espagnols et Brigadistes avec la Retirada, Belges et réfugiés fuyant l'armée allemande en 1940). Il ne faut pas s'étonner si le rôle des étrangers dans la Résistance régionale a été considérable ; des vétérans chevronnés de la Guerre d'Espagne dont des Brigadistes ont souvent été à l'origine des premiers maquis en Ariège, dans le Tarn (en Grésigne, dès juillet 1943, région de Castelnau-de-Montmiral). On ne pourra que donner un bref aperçu de ces Résistances affirmant une identité nationale, ou un internationalisme à tous crins, et plus inattendu, une identité juive ou même sioniste.

Forts de leur parfaite connaissance de l'allemand, leur langue maternelle, les militants du « Travail Allemand » - organisation créée au Vernet (Ariège) par la direction clandestine du parti Communiste Allemand (Franz DAHLEM) ; voir les études de l'historien Claude DELPA – ont fait preuve d'une audace inouïe en infiltrant l'administration nazie ou en établissant des contacts avec l'armée ennemie. Dans ces missions extrêmement périlleuses sous de fausses identités, se sont distingués Dora SCHAUL (évadée du camp de Brens le 14 juillet 1942, elle a réussi à se faire embaucher dans les services postaux de la Wehrmacht) et le jeune Léo GEHARD (19 ans). Interprète à la Transport Kommandantur de Toulouse, celui-ci milite ensuite à Castres où il lèste la nuit des tracts écrits en allemand qu'il projette au-dessus des murs de la caserne et noue des liens avec des officiers dans les cafés de la ville. Cette importante garnison de 4000 hommes s'étant rendue sans résistance en août 1944, quelle part a pu prendre, dans cette reddition, l'action de propagande nocturne de Léo ? Les Archives et la Trésorerie du « Travail Allemand » ont été transférées par sécurité de Toulouse au lieu-dit « Las Combes » près de Gaillac, au domicile d'Hélène WAGNER dont le mari Josef, réfugié antinazi, venait d'être livré par Vichy à ses bourreaux. En outre, des Allemands, n'appartenant pas à cette organisation forte d'un millier de membres à l'échelle de la France, mais intégrés au premier maquis fondé par Charles COUCHET en Tarn-et-Garonne, ont contribué à la libération des prisonniers politiques détenus dans la prison de Gaillac dans la nuit du 12 au 13 juin 1944. Quant au maquis en forêt de Sivens appartenant au groupe Vendôme et qui comprenait beaucoup d'Espagnols, il s'était donné pour chef un ancien des Brigades Internationales : l'Allemand Karl MATISZYK qu'a bien connu la jeune agent de liaison Renée TAILLEFER, devenue Mme MEGE (honorée récemment par son action d'éclat en gare de Gaillac où elle fit prisonnier 17 soldats allemands avec l'aide d'un camarade de combat).

Un mouvement armé espagnol autonome s'était aussi constitué sous la direction de la U.N.E. (Union national espanola) en vue de la reconquête de la patrie. Le 14<sup>ème</sup> Corps de Guerilleros était, le 6 juin 1944, fort de 3500 hommes répartis sur 9 départements de la région R4. Son Etat-Major d'août 1943 à juillet 1944, s'était installé à Gaillac (rue de la Madeleine, famille RAMOS) ou à Saint-Gérard, hameau situé sur la route de Salvagnac.

La 35<sup>ème</sup> Brigade F.T.P.-M.O.I. de Marc LANGER représente, elle, une résistance d'esprit internationaliste tant dans sa composition (Polonais, Italiens, Espagnols, Roumains, Hongrois, quelques Français) que dans son idéologie : atypique avec l'extrême jeunesse de ses membres, elle est célèbre pour sa terrible guérilla urbaine à Toulouse dirigée à la fois contre les troupes d'occupation et contre l'appareil d'Etat de Vichy (l'exécution du procureur LESPINASSE, celle de chefs de la Milice et de la Légion eurent un retentissement considérable). Mais elle n'a pu par ailleurs déployer dans la ville une intense activité de sabotage que par la récupération d'explosifs dans le bassin minier de Carmaux (rôle important de certaines familles polonaises comme la famille HAMERLAK) et une action de grand éclat à la poudrière des mines de plomb de Peyrebrune, près de Réalmont (janvier 1944).

La Compagnie Marc HAGUENAU, créée par les Eclaireurs Israélites de France (E.I.F.) du chantier rural des Ormes (Lautrec) affirme son identité juive et manifeste, sous l'impulsion de Robert GAMZON, l'intensité de sa vie spirituelle au travers de prières et de chants hébreux. Chargé d'assurer la sécurité des parachutages (dont celle d'un commando américain) sur le terrain « Virgule » près de Lacaze, le chef militaire de ce « **maquis juif de Vabre** », Gilbert BLOCH (lieutenant Patrick) fut tué lors d'une attaque allemande (il repose au cimetière de Viane). La Compagnie Marc HAGUENAU s'est surtout distinguée avec le sabotage par LADIGENSKI, au lieu-dit « Cap au Vent » du train allemand qui devait convoier jusqu'à Castres la garnison de Mazamet qui se trouvait menacée (20 août 1944). Son état d'esprit représente bien celui d'un milieu juif Français qui a longtemps gardé une haute idée de la France émancipatrice (1790) et de la République (capable de réhabiliter DREYFUS) mais qui, tout en retrouvant sa judéité, reste assez largement réfractaire au sionisme, même si GAMZON (et quelques autres certainement) combattront en Palestine.

Par contre l'officier Jacques LAZARUS est l'exemple d'une brutale « conversion » au sionisme, suite aux mesures de déchéance prises par Vichy à l'égard des Juifs avec un Statut d'ALIBERT (3 octobre 1940) comportant une définition plus « raciste » du Juif que celle de l'Allemagne nazie. Il se définit comme un « Juif Français d'origine alsacienne, élevé dans une famille où un patriotisme sourcilieux était la règle, exclu de l'armée parce que Juif après des années de loyaux services ». Ne supportant pas l'humiliation, la dégradation et la marginalisation, il rejoint l'Armée juive – puissante organisation sioniste regroupant révisionnistes et socialistes – créée à Toulouse dès octobre 1940, rayonnant sur la France, la Belgique et la Hollande. Il assura dans le cadre du maquis de l'Armée Secrète du Rec (près d'Albi) la formation militaire d'une dizaine de Juifs. Il créa avec Pierre LOEB et Henri BRODER le maquis Trumpeldor, cantonné à la Jasse du Martinou (Lacaune). Attaqué en force par des Allemands aidés de miliciens (22 avril 1944), le « peloton israélite » réussit grâce à sa discipline à se replier sur Lespinassière. Les jeunes recrues devaient prêter serment sur la Bible : « Que revive mon peuple, que renaisse l'Etat d'Israël : la liberté ou la mort ! ». Devenu « **Organisation Juive de combat** » en hommage aux combattants du ghetto de Varsovie, ce peloton d'une quarantaine d'hommes, désormais commandé par le lieutenant LEBLOND (LEVY-SECKEL) s'intégrera au Corps Franc de la Montagne Noire sous commandement interallié.

*L'histoire ne peut se conduire qu'en s'attachant à comprendre l'itinéraire des acteurs. Il ne faut pas se contenter de revisiter l'Histoire en retrouvant seulement le plus visible au travers des uniformes de policiers et de gendarmes participant aux rafles. La magistrature n'éleva aucune protestation collective contre l'épuration dont elle fût l'objet (exclusion de soixante magistrats en vertu du statut des Juifs, de quarante en vertu des lois maçonniques) prêta serment (à une unique exception près !) au maréchal PETAIN, et acceptant la légalité de Vichy sans se soucier de sa légitimité, conjugua sans sourcilier droit et antisémitisme, excluant les juifs de nombreuses fonctions, les dépouillant de leurs biens (aryanisation), procédant par un droit perverti à leur anéantissement juridique !*

Nous avons obtenu du « Mouvement Jeunes Femmes » (Albi) la possibilité de pouvoir reproduire l'article remarquable que Nicole SCHEFFER a fait paraître dans le numéro 2 de septembre 2003 suite à une rencontre avec Rolande TREMPÉ. Nous l'en remercions vivement. Nous attirons l'attention une fois de plus sur les faiblesses d'une III<sup>e</sup> République finissante, gangrenée par la xénophobie et l'antisémitisme, ciblant les « indésirables ». Celle-ci a créé, au début de l'année 1939 le premier Camp de Concentration de France à Rieucros, avant même que les républicains espagnols ne soient enfermés dans ce que R. GRANDO, J. QUERALT et X. FEBRES ont appelé les « Camps du Mépris ».

« L'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé. »

Nous ne soulignerons jamais assez cette remarque de l'historien Marc BLOCH. Notre époque est marquée par une certaine misère des sciences humaines, amplifiée par le cloisonnement des disciplines et l'éparpillement des savoirs. Alors que les signaux d'alerte se multiplient dans le monde et en France même en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle (avec la montée de la judéophobie, d'un racisme anti-arabe et d'une islamophobie), l'urgence est de se câbler sur passé et de s'infiltrer dans ses profondeurs par un véritable « TRAVAIL D'HISTOIRE » - l'expression est de l'universitaire Gilbert BADIA- afin d'éviter à l'humanité de plonger vers de nouvelles barbaries. Face aux diverses formes d'accoutumance à la déshumanisation et à une érosion des valeurs républicaines, s'impose la nécessité impérative d'un réveil et d'une insurrection des consciences pour des futurs d'humanité. L'humanité est à une croisée des chemins : le « désastre généalogique », pointé par le sociologue Christian LAVAL, - c'est-à-dire les défaillances dans la transmission des valeurs et du passé- est plus redoutable encore que les risques d'un « désastre écologique ».